



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

27 textes

SOMMAIRE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

1. Arrêté n° HC 270 DIRAJ/BAJC/gl du 22 mai 2025 ordonnant la levée de consignation à la Caisse des dépôts et consignations des sommes dues aux héritiers de Outahia AIRIMA pour l'expropriation des terres Tevaavere - Apateae et Teurutiatahi sises à Papeete, vallée de la Fataua

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

2. Arrêté n° 699 CM du 22 mai 2025 portant acquisition au profit de la Polynésie française de 54 actions de la SAS Natireva détenues par la SEML SOFIDEP

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

3. Arrêté n° 958 PR du 21 mai 2025 portant commissionnement de Mme Heipua GOODING épouse BOOSIE, chef de section au service gestion des risques de la Caisse de prévoyance sociale pour constater les infractions relatives à la réglementation sociale
4. Arrêté n° 959 PR du 21 mai 2025 portant commissionnement de M. Honokura, Syril, Hiroanaa, Kohueinui PAQUIER, agent de bureau principal au service gestion des risques de la Caisse de prévoyance sociale pour constater les infractions relatives à la réglementation sociale
5. Arrêté n° 967 PR du 22 mai 2025 fixant la liste des établissements hôteliers classés admis au bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la loi du pays n° 2020-40 du 18 décembre 2020 et le plafond annuel d'exonération applicable à chaque établissement pour l'année 2025

Ministère des grands travaux, de l'équipement

6. Arrêté n° 4334 MGT du 22 mai 2025 portant autorisation d'empiétement de la servitude d'ouvrage d'art, d'une superficie de 53 m², sur la terre Vairimu 2 - Matiti 2, au droit de la parcelle cadastrée section D n° 159, sise dans la commune de Faa'a, sur l'île de Tahiti, au profit de M. Jean-Pierre GALERA et Mme Claire TEVAEARAI épouse GALERA
7. Arrêté n° 4335 MGT du 22 mai 2025 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Papahia cadastrée CM n° 122 (plan 44) nécessaire à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraisseur sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti
8. Arrêté n° 4336 MGT du 22 mai 2025 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Papahia cadastrée CM n° 122 (plan 44) nécessaire à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraisseur sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti

9. Arrêté n° 4360 MGT du 22 mai 2025 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Papahia cadastrée CM n° 122 (plan 44) nécessaire à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraveur sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti
10. Arrêté n° 4361 MGT du 22 mai 2025 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Papahia cadastrée CM n° 122 (plan 44) nécessaire à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraveur sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti

Ministère de l'économie, du budget et des finances

11. Arrêté n° 4348 MEF/DGAE du 22 mai 2025 portant habilitation de M. Kelly ASIN MOUX en qualité d'agent spécial d'assurance de la société Generali Luxembourg SA
12. Arrêté n° 4349 MEF/DGAE du 22 mai 2025 portant autorisation dérogatoire de l'association Hippique et d'Encouragement à l'Élevage en Polynésie française pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

13. Arrêté n° 4293 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de Mme Marie PALMER pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
14. Arrêté n° 4294 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de Mme Caroline BLANVILLAIN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
15. Arrêté n° 4295 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de Mme Cindy TARAUNU pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
16. Arrêté n° 4296 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de Mme Melanie, Purotu, Cathy YAU pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
17. Arrêté n° 4304 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de Mme Melinda FAAIO pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
18. Arrêté n° 4337 MPR/DRM du 22 mai 2025 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Niuroa, Curtis, Mauiarii TITI à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 395)

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

19. Arrêté n° 4322 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Véronique LARDILLIER sous l'enseigne commerciale VeryUnique Créations pour financer l'achat d'équipements
20. Arrêté n° 4324 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de M. Yannick MASSIN sous l'enseigne commerciale YNK/Le Petit Tahiti pour financer l'achat de matières premières
21. Arrêté n° 4325 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de M. Samson TEAMOTUAITAU sous l'enseigne commerciale Kaha Art Créations pour financer l'achat d'équipements

ACTES MUNICIPAUX

22. Centre de gestion et de formation - Arrêté n° 2025-85 du 20 mai 2025 fixant la liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours externe de recrutement de capitaines dans le cadre d'emplois « conception et encadrement » (catégorie A) de la spécialité « sécurité civile » de la fonction publique communale
23. Centre de gestion et de formation - Arrêté n° 2025-87 du 20 mai 2025 fixant la liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours externe de recrutement de directeurs de police municipale dans le cadre d'emplois « conception et encadrement » (catégorie A) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale

24. Centre de gestion et de formation - Arrêté n° 2025-88 du 20 mai 2025 fixant la liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours interne de recrutement de directeurs de police municipale dans le cadre d'emplois « conception et encadrement » (catégorie A) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale
25. Centre de gestion et de formation - Arrêté n° 2025-89 du 20 mai 2025 fixant la liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours externe de recrutement de majors dans le cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) de la spécialité « sécurité civile » de la fonction publique communale
26. Centre de gestion et de formation - Arrêté n° 2025-91 du 20 mai 2025 fixant la liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours externe de recrutement de chefs de service de police municipale de classe normale dans le cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale
27. Centre de gestion et de formation - Arrêté n° 2025-92 du 20 mai 2025 fixant la liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours interne de recrutement de chefs de service de police municipale de classe normale dans le cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 1/27, Page 1/2

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC 270 DIRAJ/BAJC/gl du 22 mai 2025 ordonnant la levée de consignation à la Caisse des dépôts et consignations des sommes dues aux héritiers de Outahia AIRIMA pour l'expropriation des terres Tevaavere - Apateae et Teurutiatahi sises à Papeete, vallée de la Fataua

NOR : ETA25300445AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 4131 IDV en date du 24 novembre 1983 ordonnant le versement de cinq indemnités à la Caisse des dépôts et consignations, concernant les parcelles de terrain nécessaires aux travaux de captage, d'alimentation en eau de la ville de Papeete et à leur protection dans la vallée de la Fataua ;

Vu le jugement n° 167-27 du tribunal civil de première instance de Papeete du 24 septembre 2019, enregistré sous le numéro RG 09-00106 du 24 septembre 2019 ;

Vu le certificat de la cour d'appel de Papeete du 17 juin 2022 ;

Vu la demande des ayants droit représentés par Me Théodore CERAN-JERUSALEM en date du 30 avril 2025 ;

Considérant que les indemnités dues doivent être attribuées pour moitié aux ayants droit de Outahia AIRIMA et pour moitié aux ayants droit de Toau a ARAI ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Article 1er

Est ordonnée la déconsignation des sommes de 1 097 348 F CFP (un-million-quatre-vingt-dix-sept-mille-trois-cent-quarante-huit francs CFP) représentant le montant des indemnités dues aux héritiers de M. Outahia AIRIMA et pour l'expropriation des terres Tevaavere - Apateae et Teurutiatahi sises à Papeete, dans la vallée de la Fataua.

Art. 2

Les sommes ainsi déconsignées seront versées au compte Carpa de Me Théodore CERAN-JERUSALEM (soit 1 097 348 F CFP), selon la répartition suivante :

- 243 855 F CFP pour Mme Ingrid, Paroo AIRIMA épouse HUPONT ;
- 243 855 F CFP pour Mme Inelda, Puniava AIRIMA ;
- 243 855 F CFP pour Mme Dora, Terai AIRIMA épouse TEIHOARII ;
- 121 928 F CFP pour M. Richard, Tamatoa TUARIHIONOA, veuf de Naotu-iria-Apureihau AIRIMA ;
- 243 855 F CFP pour M. Pierre, Tetavahi AIRIMA.

Art. 3

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 4

Le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française, la cheffe de la subdivision administrative des îles du Vent et le directeur des finances publiques de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le haut-commissaire et par délégation : le secrétaire général du haut-commissariat,
Xavier MAROTEL



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 2/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 699 CM du 22 mai 2025 portant acquisition au profit de la Polynésie française de 54 actions de la SAS Natireva détenues par la SEML SOFIDEP

NOR : DBF25000042AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu les statuts de la SAS Natireva ;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil stratégique de la SAS Natireva du 22 avril 2025 ;

Vu la lettre n° 22925 PR du 9 mai 2025 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 12 mai 2025 ;

Vu l'avis n° 119-2025 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 15 mai 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 22 mai 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'acquisition par la Polynésie française de 54 (cinquante-quatre) actions de la SAS Natireva appartenant à la SEML SOFIDEP, pour un montant total de 5 670 F CFP (cinq-mille-six-cent-soixante-dix francs CFP), calculée sur la base vénale unitaire de l'action fixée au prix de 105 F CFP (cent-cinq francs CFP).

Art. 2

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française : programme 91503, AP 358.2025, AE 227.2025, CT 9042502, article 261.

Art. 3

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, et le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2025.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,
Warren DEXTER

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,
Jordy CHAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 3/27, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 958 PR du 21 mai 2025 portant commissionnement de Mme Heipua GOODING épouse BOOSIE, chef de section au service gestion des risques de la Caisse de prévoyance sociale pour constater les infractions relatives à la réglementation sociale

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 modifié portant institution d'un régime de prestations familiales au profit de travailleurs salariés de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la Caisse de compensation des prestations familiales de la Polynésie française ;

Vu la décision n° PR-Ag 22/00011/Ag de M. le procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete portant agrément de Mme Heipua GOODING épouse BOOSIE,

Arrête :

Article 1er

Mme Heipua GOODING épouse BOOSIE, chef de section au service gestion des risques de la Caisse de prévoyance sociale, est commissionnée aux fins de constater les infractions relatives à la réglementation sociale.

Art. 2

À cet effet, l'intéressée prêtera le serment prescrit par la loi.

Art. 3

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 4/27, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 959 PR du 21 mai 2025 portant commissionnement de M. Honokura, Syril, Hiroanaa, Kohueinui PAQUIER, agent de bureau principal au service gestion des risques de la Caisse de prévoyance sociale pour constater les infractions relatives à la réglementation sociale

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'article 809 II du code de procédure pénale ;

Vu l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 modifié portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la Caisse de compensation des prestations familiales de la Polynésie française ;

Vu la décision n° PR-Ag 24/00036/Ag de M. le procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete portant agrément de M. Honokura, Syril, Hiroanaa, Kohueinui PAQUIER,

Arrête :

Article 1er

M. Honokura, Syril, Hiroanaa, Kohueinui PAQUIER, agent de bureau principal au service gestion des risques de la Caisse de prévoyance sociale, est commissionné aux fins de constater les infractions relatives à la réglementation sociale.

Art. 2

À cet effet, l'intéressé prêtera le serment prescrit par la loi.

Art. 3

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 5/27, Page 1/3

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 967 PR du 22 mai 2025 fixant la liste des établissements hôteliers classés admis au bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la loi du pays n° 2020-40 du 18 décembre 2020 et le plafond annuel d'exonération applicable à chaque établissement pour l'année 2025

NOR : SDT25502093AP

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2020-40 du 18 décembre 2020 portant sur les mesures fiscales bénéficiant aux établissements hôteliers ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la lettre n° 1914 PR du 24 mars 2025 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'avis n° 79-2025 CCBF/APF du 8 avril 2025 de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er

La liste des établissements hôteliers admis au bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la loi du pays n° 2020-40 du 18 décembre 2020 et le plafond annuel d'exonération applicable à chaque établissement pour l'année 2025 sont fixés comme suit :

Établissement	N° TAHITI	Plafond d'exonération
Île de Tahiti		
Te Moana Tahiti Resort	747618 (001)	18 000 000 F CFP
Le Tahiti by Pearl Resorts	581736 (001)	18 000 000 F CFP
Hilton Tahiti	489575 (001)	30 000 000 F CFP
Royal Tahitien	A27091 (001)	6 000 000 F CFP
Kon Tiki	D19977 (001)	6 000 000 F CFP
Intercontinental Resort Tahiti	E29718 (001)	36 900 000 F CFP
Le Matai Express	C96100 (001)	9 450 000 F CFP
Île de Tetiaroa		
The Brando	032797 (005)	5 400 000 F CFP
Île de Moorea		
Hilton Moorea Lagoon Resort & Spa	446708 (001)	15 900 000 F CFP
Manava Beach Resort & Spa Moorea	575621 (001)	13 500 000 F CFP
Hôtel Hibiscus Moorea	117739 (001)	5 850 000 F CFP
Le Cook's Bay Resort & Suite	D07964 (001)	5 700 000 F CFP
Niu Beach Hôtel	C84247 (001)	2 550 000 F CFP
Île de Bora Bora		
The Westin Bora Bora Resort & Spa	350876 (002)	21 300 000 F CFP
Le Bora Bora by Pearl Resorts	380618 (001)	16 050 000 F CFP
Le Maitai Polynesia	385492 (001)	11 100 000 F CFP
Intercontinental Bora Bora Le Moana Resort	E29676 (003)	9 150 000 F CFP
Intercontinental Bora Bora Thalasso & Spa Resort	E29734 (004)	12 600 000 F CFP
Conrad Bora Bora Nui	540443 (001)	17 100 000 F CFP
Four Seasons Bora Bora	619098 (001)	17 250 000 F CFP
St Regis Bora Bora	646810 (001)	13 500 000 F CFP
Le Royal Bora Bora	639989 (001)	12 000 000 F CFP
Île de Raiatea		
Raiatea Lodge	847533 (001)	3 450 000 F CFP
Opoa Beach Hôtel	837104 (001)	1 500 000 F CFP
Île de Tahaa		
Le Tahaa	410985 (001)	8 850 000 F CFP
Île de Huahine		
Maitai Lapita Huahine	802819 (001)	4 800 000 F CFP
Le Mahana	A77146 (001)	4 950 000 F CFP
Île de Rangiroa		
Maitai Rangiroa	688887 (001)	5 100 000 F CFP
Kia Ora Resort & Spa	037481 (001)	8 700 000 F CFP
Île de Nuku Hiva		

Le Nuku Hiva by Pearl Resorts	418608 (001)	3 000 000 F CFP
Île de Hiva Oa		
Hanakee Hiva Oa Pearl Lodge	418590 (001)	2 550 000 F CFP

Art. 2

Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2025.
Moetai BROTHERRSON



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 6/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 4334 MGT du 22 mai 2025 portant autorisation d'empiétement de la servitude d'ouvrage d'art, d'une superficie de 53 m², sur la terre Vairimu 2 - Matiti 2, au droit de la parcelle cadastrée section D n° 159, sise dans la commune de Faa'a, sur l'île de Tahiti, au profit de M. Jean-Pierre GALERA et Mme Claire TEVAEARAI épouse GALERA

NOR : DEQ25504795AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation ;

Vu l'arrêté n° 1249 CM du 20 juillet 2023 portant modification de l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 468 SG du 3 juin 1932 modifié portant réglementation sur la grande voirie dans les Établissements français de l'Océanie ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu le plan de délimitation du domaine public n° 987-15-R-2024-443 / n° 440723/MD/DEQ/TOPO/AL du 20 septembre 2024, à l'échelle 1/500 ;

Vu le plan de masse de l'empiétement de la servitude d'ouvrage d'art à l'échelle 1/150 et le plan de réseaux d'évacuation des eaux pluviales pour le raccordement au réseau existant, à l'échelle 1/100 ;

Vu la demande formulée par M. Jean-Pierre GALERA et Mme Claire TAVAEARAI épouse GALERA ;

Considérant que la servitude n'est pas impactée par cette empiétement ;

Considérant que l'empiétement de la zone soumise à autorisation est acceptable du fait que l'ouvrage de traversée sous la route peut être réaménagé en cas de besoin, en demi-chaussée, ce qui limite le besoin foncier aux abords de l'ouvrage d'art,

Arrête :

Article 1er

Est autorisé, au profit de M. Jean-Pierre GALERA et Mme Claire TEVAEARAI épouse GALERA, un empiètement de la servitude d'ouvrage d'art, d'une superficie totale de 53 m², sur la terre Vairimu 2 - Matiti 2, au droit de la parcelle cadastrée section D n° 159, sise dans la commune de Faa'a, sur l'île de Tahiti, tel que le tout figure sur le plan d'implantation du projet joint dans le dossier des bénéficiaires.

Art. 2

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3

L'empiètement autorisé à l'article 1er est destiné à la construction d'une dalle extérieur.

Art. 4

L'empiètement autorisé ne vaut pas un permis de travaux immobiliers. M. Jean-Pierre GALERA et Mme Claire TEVAEARAI épouse GALERA devront solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 1er à la direction de la construction et de l'aménagement.

Art. 5

M. Jean-Pierre GALERA et Mme Claire TEVAEARAI épouse GALERA s'engagent à prendre à leur charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de leurs biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiètement autorisé.

Art. 6

La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 3 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan de masse joint au dossier.

Art. 7

Le présent arrêté sera notifié à M. Jean-Pierre GALERA et Mme Claire TEVAEARAI épouse GALERA, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2025.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,
Jordy CHAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 7/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 4335 MGT du 22 mai 2025 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Papahia cadastrée CM n° 122 (plan 44) nécessaire à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraisseur sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti

NOR : DEQ25505810AM

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie (réglementaire) du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française (arrêté de promulgation n° 328 DRCL du 27 mars 1995) ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1514 CM du 3 septembre 2024 modifié portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraisseur sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti ;

Vu la dévolution successorale de M. Jules CHEVRIER ;

Vu la demande de déconsignation ;

Vu les pièces du dossier,

Arrête :

Article 1er

Est autorisée la déconsignation au profit de M. Fock, Marius CHAN (bf 4.1) pour un montant de 1 988 421 F CFP (un-million-neuf-cent-quatre-vingt-huit-mille-quatre-cent-vingt-et-un francs CFP).

Art. 2

Est autorisée la déconsignation au profit de Mme Siou Yut, Gloria CHAN épouse TEAGAI (bf 4.2) pour un montant de 1 988 421 F CFP (un-million-neuf-cent-quatre-vingt-huit-mille-quatre-cent-vingt-et-un francs CFP).

Art. 3

Est autorisée la déconsignation au profit de M. Robert, Mane Leong CHAN (bf 4.3) pour un montant de 1 988 421 F CFP (un-million-neuf-cent-quatre-vingt-huit-mille-quatre-cent-vingt-et-un francs CFP).

Art. 4

Est autorisée la déconsignation au profit de M. Kahi Leong, Gilles CHAN (bf 4.4) pour un montant de 1 988 421 F CFP (un-million-neuf-cent-quatre-vingt-huit-mille-quatre-cent-vingt-et-un francs CFP).

Art. 5

Les coordonnées bancaires seront transmises directement à la Caisse des dépôts et consignations par l'expropriant (bureau foncier - DEQ).

Art. 6

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2025.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,
Jordy CHAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 8/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 4336 MGT du 22 mai 2025 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Papahia cadastrée CM n° 122 (plan 44) nécessaire à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dévrateur sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti

NOR : DEQ25506185AM

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie (réglementaire) du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française (arrêté de promulgation n° 328 DRCL du 27 mars 1995) ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1514 CM du 3 septembre 2024 modifié portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dévrateur sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti ;

Vu la dévolution successorale de M. Jules CHEVRIER ;

Vu la demande de déconsignation ;

Vu les pièces du dossier,

Arrête :

Article 1er

Est autorisée la déconsignation au profit de Mme Dorothy, Léonie LE LOCH (bf 2.5) pour un montant de 795 369 F CFP (sept-cent-quatre-vingt-quinze-mille-trois-cent-soixante-neuf francs CFP).

Art. 2

Les coordonnées bancaires seront transmises directement à la Caisse des dépôts et consignations par l'expropriant (bureau foncier - DEQ).

Art. 3

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2025.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,
Jordy CHAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 9/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 4360 MGT du 22 mai 2025 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Papahia cadastrée CM n° 122 (plan 44) nécessaire à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraveur sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti

NOR : DEQ25506017AM

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie (réglementaire) du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française (arrêté de promulgation n° 328 DRCL du 27 mars 1995) ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1514 CM du 3 septembre 2024 modifié portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraveur sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti ;

Vu la dévolution successorale de Jules CHEVRIER ;

Vu la demande de déconsignation ;

Vu les pièces du dossier,

Arrête :

Article 1er

Est autorisée la déconsignation au profit de Laurette TAUIRARII épouse MARIE (bf 2.1) pour un montant de 795 368 F CFP (sept-cent-quatre-vingt-quinze-mille-trois-cent-soixante-huit francs CFP).

Art. 2

Est autorisée la déconsignation au profit de Mireille LE LOCH épouse STEIN (bf 2.6) pour un montant de 795 369 F CFP (sept-cent-quatre-vingt-quinze-mille-trois-cent-soixante-neuf francs CFP).

Art. 3

Est autorisée la déconsignation au profit de Jean-Louis LE LOCH (bf 2.7) pour un montant de 795 369 F CFP (sept-cent-quatre-vingt-quinze-mille-trois-cent-soixante-neuf francs CFP).

Art. 4

Les coordonnées bancaires seront transmises directement à la Caisse des dépôts et consignations par l'expropriant (bureau foncier - DEQ).

Art. 5

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2025.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,
Jordy CHAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 10/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 4361 MGT du 22 mai 2025 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Papahia cadastrée CM n° 122 (plan 44) nécessaire à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraveur sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti

NOR : DEQ25506216AM

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie (réglementaire) du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française (arrêté de promulgation n° 328 DRCL du 27 mars 1995) ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1514 CM du 3 septembre 2024 modifié portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraveur sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti ;

Vu la dévolution successorale de M. Jules CHEVRIER ;

Vu la demande de déconsignation ;

Vu les pièces du dossier,

Arrête :

Article 1er

Est autorisée la déconsignation au profit de M. Sesto, Tepunauta PAUTU (bf 2.10.1) pour un montant de 198 842 F CFP (cent-quatre-vingt-dix-huit-mille-huit-cent-quarante-deux francs CFP).

Art. 2

Est autorisée la déconsignation au profit de Mme Anne, Marie, Laïsa PAUTU épouse TAHUAITU (bf 2.10.2) pour un montant de 198 842 F CFP (cent-quatre-vingt-dix-huit-mille-huit-cent-quarante-deux francs CFP).

Art. 3

Est autorisée la déconsignation au profit de Mme Maria, Heremona PAUTU épouse TEROOATEA (bf 2.10.3) pour un montant de 198 842 F CFP (cent-quatre-vingt-dix-huit-mille-huit-cent-quarante-deux francs CFP).

Art. 4

Est autorisée la déconsignation au profit de M. Tetiamana, William PAUTU (bf 2.10.4) pour un montant de 198 842 F CFP (cent-quatre-vingt-dix-huit-mille-huit-cent-quarante-deux francs CFP).

Art. 5

Les coordonnées bancaires seront transmises directement à la Caisse des dépôts et consignations par l'expropriant (bureau foncier - DEQ).

Art. 6

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2025.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,
Jordy CHAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 11/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'économie, du budget et des finances

Arrêté n° 4348 MEF/DGAE du 22 mai 2025 portant habilitation de M. Kelly ASIN MOUX en qualité d'agent spécial d'assurance de la société Generali Luxembourg SA

NOR : DAE25505999AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu les articles R. 321-1 et R. 322-4 du code des assurances applicable en Polynésie française ;

Vu la demande d'habilitation sollicitée par M. Fabrice WALEK, directeur général adjoint de la société Generali Luxembourg SA, en date du 12 mai 2025,

Arrête :

Article 1er

M. Kelly ASIN MOUX est habilité en qualité d'agent spécial d'assurance de la société Generali Luxembourg SA en vue de pratiquer en Polynésie française les opérations d'assurances des branches définies à l'article R. 321-1 du code des assurances suivantes :

20. Vie-Décès ;

22. Assurances liées des fonds d'investissement ;

24. Capitalisation.

Art. 2

L'arrêté n° 466 PR du 18 juin 2013 portant habilitation de M. Alain LE BRIS en qualité d'agent spécial d'assurance de la société Generali Luxembourg SA, est abrogé.

Art. 3

La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2025.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, et par délégation : la directrice des affaires économiques,
Sabine BAZILE



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 12/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'économie, du budget et des finances

Arrêté n° 4349 MEF/DGAE du 22 mai 2025 portant autorisation dérogatoire de l'association Hippique et d'Encouragement à l'Élevage en Polynésie française pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II

NOR : DAE25506070AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par l'association Hippique et d'Encouragement à l'Élevage en Polynésie française reçue le 25 avril 2025 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Pirae en date du 11 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

L'association Hippique et d'Encouragement à l'Élevage en Polynésie française, représentée par sa présidente Mme Alexandra SANCHEZ, dont le siège social est situé à Pirae, hippodrome Louis-Pomare, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire le dimanche 22 juin 2025 à l'occasion de la manifestation intitulée « Courses hippiques » qui se déroulera à l'hippodrome Louis-Pomare de la commune de Pirae.

Art. 2

Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :

- pour la vente à consommer sur place : de 11 h à 18 h.

Art. 3

À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4

La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2025.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, et par délégation : la directrice des affaires économiques,
Sabine BAZILE



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 13/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4293 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de Mme Marie PALMER pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

NOR : DBS25506204AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

Mme Marie PALMER est certifiée pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 24 janvier 2025.

Art. 2

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 14/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4294 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de Mme Caroline BLANVILLAIN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

NOR : DBS25506198AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

Mme Caroline BLANVILLAIN est certifiée pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 21 janvier 2025.

Art. 2

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 15/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4295 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de Mme Cindy TARAUNU pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

NOR : DBS25506197AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

Mme Cindy TARAUNU est certifiée pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 20 janvier 2025.

Art. 2

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 16/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4296 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de Mme Melanie, Purotu, Cathy YAU pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

NOR : DBS25506196AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

Mme Melanie, Purotu, Cathy YAU est certifiée pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 17 janvier 2025.

Art. 2

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 17/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4304 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de Mme Melinda FAAIO pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

NOR : DBS25506191AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

Mme Melinda FAAIO est certifiée pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 16 janvier 2025.

Art. 2

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 18/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4337 MPR/DRM du 22 mai 2025 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Niuroa, Curtis, Mauiarii TITI à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 395)

NOR : DRM25506032AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 modifiée du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée règlementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial « fonds de régulation du prix des hydrocarbures » ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 27 février 2025 portant nomination de M. Moana MAAMAATUAIAHUTAPU en qualité de directeur des ressources marines par intérim ;

Vu l'arrêté n° 1696 MPR du 10 mars 2025 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Moana MAAMAATUAIAHUTAPU, directeur des ressources marines par intérim ;

Vu l'arrêté n° 10045 MPR/DRM du 9 octobre 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Niuroa, Curtis, Mauiarii TITI sise à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 395) ;

Vu la demande d'agrément aux avantages fiscaux sur les produits pétroliers pour la perliculture de M. Niuroa, Curtis, Mauiarii TITI du 30 avril 2025 reçue le 5 mai 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de M. Niuroa, Curtis, Mauiarii TITI, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Takapoto, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du 10 octobre 2029.

Art. 2

L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 1 000 litres d'essence sans plomb et 400 litres de gazole pour l'exploitation perlicole, qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96601, article 652.

Art. 4

Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de M. Niuroa, Curtis, Mauiarii TITI délivrés par la direction des ressources marines.

Art. 5

M. Niuroa, Curtis, Mauiarii TITI s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6

À défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7

Le directeur des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Niuroa, Curtis, Mauiarii TITI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines p.i.,

Moana MAAMAATUAIAHUTAPU



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 19/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4322 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Véronique LARDILLIER sous l'enseigne commerciale VeryUnique Créations pour financer l'achat d'équipements

NOR : ART25503888AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Véronique LARDILLIER pour l'exercice 2025 reçue le 2 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 286 158 F CFP (deux-cent-quatre-vingt-six-mille-cent-cinquante-huit francs CFP) en faveur de Mme Véronique LARDILLIER sous l'enseigne commerciale VeryUnique Créations (n° TAHITI 522961), pour financer l'achat d'équipements à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 572 316 F CFP (cinq-cent-soixante-douze-mille-trois-cent-seize francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 642897.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rimaʻi les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 20/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4324 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de M. Yannick MASSIN sous l'enseigne commerciale YNK/Le Petit Tahiti pour financer l'achat de matières premières

NOR : ART25503885AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de M. Yannick MASSIN pour l'exercice 2025 reçue le 2 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 84 741 F CFP (quatre-vingt-quatre-mille-sept-cent-quarante-et-un francs CFP) en faveur de M. Yannick MASSIN sous l'enseigne commerciale YNK/Le Petit Tahiti (n° TAHITI D72257), pour financer l'achat de matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 169 482 F CFP (cent-soixante-neuf-mille-quatre-cent-quatre-vingt-deux francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 648257.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rimaʻ les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 21/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4325 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de M. Samson TEAMOTUAITAU sous l'enseigne commerciale Kaha Art Créations pour financer l'achat d'équipements

NOR : ART25503883AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de M. Samson TEAMOTUAITAU pour l'exercice 2025 reçue le 2 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 149 088 F CFP (cent-quarante-neuf-mille-quatre-vingt-huit francs CFP) en faveur de M. Samson TEAMOTUAITAU sous l'enseigne commerciale Kaha Art Créations, pour financer l'achat d'équipements à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 298 176 F CFP (deux-cent-quatre-vingt-dix-huit-mille-cent-soixante-seize francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française comme suit : budget de la Polynésie française 100, exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 648368.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rimaʻi les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 22/27, Page 1/3

ACTES MUNICIPAUX

Centre de gestion et de formation - Arrêté n° 2025-85 du 20 mai 2025 fixant la liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours externe de recrutement de capitaines dans le cadre d'emplois « conception et encadrement » (catégorie A) de la spécialité « sécurité civile » de la fonction publique communale

Le président du Centre de gestion et de formation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que leurs établissements publics administratifs (notamment les articles 4, 31 et 40) ;

Vu le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 modifié fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que leurs établissements publics administratifs ;

Vu le décret n° 2019-14 du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications professionnelles ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° 106 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié fixant les règles de composition et de fonctionnement de la commission d'équivalence des diplômes des communes et des groupements de communes ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° 1116 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié fixant le statut particulier du cadre d'emplois « conception et encadrement » ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° 397 DIPAC du 4 avril 2013 modifié fixant les matières et programme des épreuves du concours de recrutement des conseillers dans la fonction publique des communes, des groupements de communes ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° HC 391 DIRAJ/BAJC du 3 avril 2023 relatif aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens de la fonction publique des communes de la Polynésie française en faveur des candidats en situation de handicap ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° HC 20 DIRAJ/BAJC/bt du 10 janvier 2025 portant dispositions relatives aux examens professionnels et aux concours ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 5-2025 du 24 janvier 2025 approuvant le programme triennal d'organisation des concours et des examens professionnels de la fonction publique communale de 2025 à 2027 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 8-2025 du 24 janvier 2025 approuvant l'ouverture des concours de recrutement des conseillers (catégorie A), pour les spécialités « sécurité civile » et « sécurité publique » au titre de l'année 2025 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 10-2025 du 24 janvier 2025 approuvant le règlement des intervenants des concours et des examens professionnels du CGF ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 11-2025 du 24 janvier 2025 modifiée approuvant le règlement général des concours et des examens professionnels ;

Vu l'arrêté du président du CGF n° 2025-010 du 4 février 2025 portant ouverture au titre de l'année 2025 des concours internes et externes de recrutement des conseillers dans le cadre d'emplois « conception et encadrement » (catégorie A) des spécialités « sécurité civile » et « sécurité publique » de la fonction publique communale ;

Vu le procès-verbal de la réunion du jury du 20 mai 2025 établissant les listes des candidats admis à concourir aux épreuves,

Arrête :

Article 1er

Les candidats dont les noms figurent sur la liste jointe en annexe sont admis à concourir aux épreuves du concours externe de capitaines dans le cadre d'emplois « conception et encadrement » (catégorie A) de la spécialité « sécurité civile » de la fonction publique communale.

Art. 2

Les candidats sont convoqués individuellement par le Centre de gestion et de formation.

Art. 3

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès du président du Centre de gestion et de formation. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Art. 4

Le directeur général du Centre de gestion et de formation est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* de la Polynésie française dont ampliation sera transmise à toutes les communes de la Polynésie française, aux groupements de communes et à leurs établissements publics administratifs.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Le président du Centre de gestion et de formation,

René TEMEHARO-PAHUIRI

Annexe - Liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours externe de recrutement de capitaines dans le cadre d'emplois « conception et encadrement » (catégorie A) de la spécialité « sécurité civile » de la fonction publique communale

ANNEXE
CONCOURS EXTERNE DE CAPITAINES (CATÉGORIE A)
DE LA FONCTION PUBLIQUE COMMUNALE
- SESSION 2025 -
LISTE DES CANDIDATS ADMIS À CONCOURIR
PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

Voie : EXTERNE / Spécialité : SÉCURITÉ CIVILE

Nombre de candidats : 2

N°	Nom	Prénom usuel	Autres prénoms
14642	BOURDON	Raïora	
14800	TEAMO	Kehea	Wilson



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 23/27, Page 1/3

ACTES MUNICIPAUX

Centre de gestion et de formation - Arrêté n° 2025-87 du 20 mai 2025 fixant la liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours externe de recrutement de directeurs de police municipale dans le cadre d'emplois « conception et encadrement » (catégorie A) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale

Le Président du Centre de gestion et de formation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que leurs établissements publics administratifs (notamment les articles 4, 31 et 40) ;

Vu le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 modifié fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que leurs établissements publics administratifs ;

Vu le décret n° 2019-14 du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications professionnelles ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° 1106 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié fixant les règles de composition et de fonctionnement de la commission d'équivalence des diplômes des communes et des groupements de communes ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° 1116 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié fixant le statut particulier du cadre d'emplois « conception et encadrement » ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° 397 DIPAC du 4 avril 2013 modifié fixant les matières et programme des épreuves du concours de recrutement des conseillers dans la fonction publique des communes, des groupements de communes ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° HC 391 DIRAJ/BAJC du 3 avril 2023 relatif aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens de la fonction publique des communes de la Polynésie française en faveur des candidats en situation de handicap ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° HC 20 DIRAJ/BAJC/bt du 10 janvier 2025 portant dispositions relatives aux examens professionnels et aux concours ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 5-2025 du 24 janvier 2025 approuvant le programme triennal d'organisation des concours et des examens professionnels de la fonction publique communale de 2025 à 2027 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 8-2025 du 24 janvier 2025 approuvant l'ouverture des concours de recrutement des conseillers (catégorie A), pour les spécialités « sécurité civile » et « sécurité publique » au titre de l'année 2025 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 10-2025 du 24 janvier 2025 approuvant le règlement des intervenants des concours et des examens professionnels du CGF ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 11-2025 du 24 janvier 2025 modifiée approuvant le règlement général des concours et des examens professionnels ;

Vu l'arrêté du président du CGF n° 2025-10 du 4 février 2025 portant ouverture au titre de l'année 2025 des concours internes et externes de recrutement des conseillers dans le cadre d'emplois « conception et encadrement » (catégorie A) des spécialités « sécurité civile » et « sécurité publique » de la fonction publique communale ;

Vu l'arrêté du président du CGF n° 2025-31 du 10 avril 2025 portant nomination des membres du jury des concours externe et interne de recrutement des directeurs de police municipale ouverts au titre de l'année 2025 du cadre d'emplois « conception et encadrement » (catégorie A) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale ;

Vu le procès-verbal de la réunion du jury du 20 mai 2025 établissant les listes des candidats admis à concourir aux épreuves,

Arrête :

Article 1er

Les candidats dont les noms figurent sur la liste jointe en annexe sont admis à concourir aux épreuves du concours externe de directeurs de police municipale dans le cadre d'emplois « conception et encadrement » (catégorie A) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale.

Art. 2

Les candidats sont convoqués individuellement par le Centre de gestion et de formation.

Art. 3

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès du président du Centre de gestion et de formation. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Art. 4

Le directeur général du Centre de gestion et de formation est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française dont ampliation sera transmise à toutes les communes de la Polynésie française, aux groupements de communes et à leurs établissements publics administratifs.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Le président du Centre de gestion et de formation,

René TEMEHARO-PAHUIRI

Annexe - Liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours externe de recrutement de directeurs de police municipale dans le cadre d'emplois « conception et encadrement » (catégorie A) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale

ANNEXE
CONCOURS EXTERNE DE DIRECTEURS DE POLICE
(CATÉGORIE A) DE LA FONCTION PUBLIQUE COMMUNALE
- SESSION 2025 -

LISTE DES CANDIDATS ADMIS À CONCOURIR
PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

Voie : EXTERNE / Spécialité : SÉCURITÉ PUBLIQUE

Nombre de candidats : 5

N°	Nom	Prénom usuel	Autres prénoms
14685	BARSINAS	Pierrette	Vehinepaekua
14797	CHESTOPALKO	Yann	Aymeric
14635	KAPHEIM	Yasmina	
14430	TOOMARU	Evelyne	Taraina
14448	TUMAHAI	Roo	Marurai, Felix, Remuel



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 24/27, Page 1/3

ACTES MUNICIPAUX

Centre de gestion et de formation - Arrêté n° 2025-88 du 20 mai 2025 fixant la liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours interne de recrutement de directeurs de police municipale dans le cadre d'emplois « conception et encadrement » (catégorie A) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale

Le président du Centre de gestion et de formation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que leurs établissements publics administratifs (notamment les articles 4, 31 et 40) ;

Vu le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 modifié fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que leurs établissements publics administratifs ;

Vu le décret n° 2019-14 du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications professionnelles ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° 1106 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié fixant les règles de composition et de fonctionnement de la commission d'équivalence des diplômes des communes et des groupements de communes ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° 1116 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié fixant le statut particulier du cadre d'emplois « conception et encadrement » ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° 397 DIPAC du 4 avril 2013 modifié fixant les matières et programme des épreuves du concours de recrutement des conseillers dans la fonction publique des communes, des groupements de communes ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° HC 391 DIRAJ/BAJC du 3 avril 2023 relatif aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens de la fonction publique des communes de la Polynésie française en faveur des candidats en situation de handicap ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° HC 20 DIRAJ/BAJC/bt du 10 janvier 2025 portant dispositions relatives aux examens professionnels et aux concours ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 5-2025 du 24 janvier 2025 approuvant le programme triennal d'organisation des concours et des examens professionnels de la fonction publique communale de 2025 à 2027 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 8-2025 du 24 janvier 2025 approuvant l'ouverture des concours de recrutement des conseillers (catégorie A), pour les spécialités « sécurité civile » et « sécurité publique » au titre de l'année 2025 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 10-2025 du 24 janvier 2025 approuvant le règlement des intervenants des concours et des examens professionnels du CGF ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 11-2025 du 24 janvier 2025 modifiée approuvant le règlement général des concours et des examens professionnels ;

Vu l'arrêté du président du CGF n° 2025-10 du 4 février 2025 portant ouverture au titre de l'année 2025 des concours internes et externes de recrutement des conseillers dans le cadre d'emplois « conception et encadrement » (catégorie A) des spécialités « sécurité civile » et « sécurité publique » de la fonction publique communale ;

Vu l'arrêté du président du CGF n° 2025-31 du 10 avril 2025 portant nomination des membres du jury des concours externe et interne de recrutement des directeurs de police municipale ouverts au titre de l'année 2025 du cadre d'emplois « conception et encadrement » (catégorie A) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale ;

Vu le procès-verbal de la réunion du jury du 20 mai 2025 établissant les listes des candidats admis à concourir aux épreuves,

Arrête :

Article 1er

Les candidats dont les noms figurent sur la liste jointe en annexe sont admis à concourir aux épreuves du concours interne de directeurs de police municipale dans le cadre d'emplois « conception et encadrement » (catégorie A) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale.

Art. 2

Les candidats sont convoqués individuellement par le Centre de gestion et de formation.

Art. 3

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès du président du Centre de gestion et de formation. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Art. 4

Le directeur général du Centre de gestion et de formation est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française dont ampliation sera transmise à toutes les communes de la Polynésie française, aux groupements de communes et à leurs établissements publics administratifs.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Le président du Centre de gestion et de formation,

René TEMEHARO-PAHUIRI

Annexe - Liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours interne de recrutement de directeurs de police municipale dans le cadre d'emplois « conception et encadrement » (catégorie A) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale

ANNEXE

**CONCOURS INTERNE DE DIRECTEURS DE POLICE
(CATÉGORIE A) DE LA FONCTION PUBLIQUE COMMUNALE
- SESSION 2025 -**

**LISTE DES CANDIDATS ADMIS À CONCOURIR
PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE**

Voie : INTERNE / Spécialité : SÉCURITÉ PUBLIQUE

Nombre de candidats : 8

N°	Nom	Prénom usuel	Autres prénoms
14426	ATANI	Hotuarii	Lloyd, Eric
14619	GARCIA	Maite	Camille Josée
14530	KAUTAI	Jean-Michel	Lucien, Tekohuotetua
14705	MAHUTATUA	Raihau	Bénédicte, Malhia, France
14603	PARKER	Poetai	Serge, Vaimato
14541	PITO	Tuhaamanaroa	Haamanimani Tauarii
14731	TEORE	Enoharii	Karl, Robert
14425	TUVIGNON	Pierre-Henry	Philippe, Patrick



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 25/27, Page 1/4

ACTES MUNICIPAUX

Centre de gestion et de formation - Arrêté n° 2025-89 du 20 mai 2025 fixant la liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours externe de recrutement de majors dans le cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) de la spécialité « sécurité civile » de la fonction publique communale

Le président du Centre de gestion et de formation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que leurs établissements publics administratifs (notamment les articles 4, 31 et 40) ;

Vu le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 modifié fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° 1117 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié fixant le statut particulier du cadre d'emplois « maîtrise » ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° 408 DIPAC du 4 avril 2013 modifié fixant les matières et programme des épreuves du concours de recrutement des techniciens dans la fonction publique des communes, des groupements de communes ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° HC 391 DIRAJ/BAJC du 3 avril 2023 relatif aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens de la fonction publique des communes de la Polynésie française en faveur des candidats en situation de handicap ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° HC 20 DIRAJ/BAJC/bt du 10 janvier 2025 portant dispositions relatives aux examens professionnels et aux concours ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 5-2025 du 24 janvier 2025 approuvant le programme triennal d'organisation des concours et des examens professionnels de la fonction publique communale de 2025 à 2027 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 9-2025 du 24 janvier 2025 approuvant l'ouverture des concours de recrutement des techniciens (catégorie B), pour les spécialités « sécurité civile » et « sécurité publique » au titre de l'année 2025 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 10-2025 du 24 janvier 2025 approuvant le règlement des intervenants des concours et des examens professionnels du CGF ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 11-2025 du 24 janvier 2025 approuvant le règlement général des concours et des examens professionnels ;

Vu l'arrêté n° 2025-11 du 4 février 2025 portant ouverture au titre de l'année 2025 des concours internes et externes de recrutement des techniciens dans le cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) des spécialités « sécurité civile » et « sécurité publique » de la fonction publique communale ;

Vu l'arrêté du président du CGF n° 2025-34 du 10 avril 2025 portant nomination des membres du jury des concours externe et interne de recrutement de majors ouverts au titre de l'année 2025 du cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) de la spécialité « sécurité civile » de la fonction publique communale ;

Vu le procès-verbal de la réunion du jury du 20 mai 2025 établissant les listes des candidats admis à concourir aux épreuves,

Arrête :

Article 1er

Les candidats dont les noms figurent sur la liste jointe en annexe I sont admis à concourir aux épreuves du concours externe de majors dans le cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) de la spécialité « sécurité civile » de la fonction publique communale.

Les candidats dont les noms figurent sur la liste en annexe II sont admis sous réserve de la production des pièces justificatives requises au plus tard avant la première épreuve.

Art. 2

Les candidats sont convoqués individuellement par le Centre de gestion et de formation.

Art. 3

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès du président du Centre de gestion et de formation. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Art. 4

Le directeur général du Centre de gestion et de formation est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française dont ampliation sera transmise à toutes les communes de la Polynésie française, aux groupements de communes et à leurs établissements publics administratifs.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Le président du Centre de gestion et de formation,

René TEMEHARO-PAHUIRI

Annexe 1 - Liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours externe de recrutement de majors dans le cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) de la spécialité « sécurité civile » de la fonction publique communale

ANNEXE I
CONCOURS EXTERNE DE MAJORS (CATÉGORIE B)
DE LA FONCTION PUBLIQUE COMMUNALE
- SESSION 2025 -

LISTE DES CANDIDATS ADMIS À CONCOURIR
PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

Voie : EXTERNE / Spécialité : SÉCURITÉ CIVILE

Nombre de candidats : 24

N°	Nom	Prénom usuel	Autres prénoms
14659	BAUBET	Jean-Claude	Rameha
14758	BRUNEAU	Axel	Didier, Gilles
14757	DEXTER	Jason	Teiva
14414	DUBOS	Pierre-Brieuc	
14725	GALLET	Heinui	Lucien-paul, Dave
14415	LAUFATTE	Daniel	Moana
14634	MAIARII	Hirama	
14717	METUA	Charles	Junior, Heiarii, Moana, Pascal
14419	REY	Teiki	Pierre
14704	RICHMOND	Heivani	Kevin, Roura
14753	ROCHETTE	Jean-Marie	Ariioehau
14681	SANDFORD	Bryan	Teavemirirani Michel Nuoa
14719	TAMA	Vetea	Patrick, Junior
14413	TAMARII	Moïse	Teikiheatoua
14761	TAURU	Teraupoonui	
14633	TEAMO	Kehea	Wilson
14783	TEATIU	Lorie	Léonie
14665	TEMANAHA	Lehi	Refa
14497	TIHONI	Evangéline	
14496	TRAFTON	Horoï	Hotu, Howard
14741	TSONG TSON KOUEI	Sophie	Tahiarii
14670	TUMAHAI	Raimana	Christophe, Berthy
14632	TUPANA	Alfredo	Anania
14794	VILLIERME-PUPUTAUKI	Matimo	Tutea

Annexe 2 - Liste des candidats admis à concourir sous réserve de produire les pièces justificatives manquantes avant la première épreuve par ordre alphabétique

ANNEXE II
CONCOURS EXTERNE DE MAJORS (CATÉGORIE B)
DE LA FONCTION PUBLIQUE COMMUNALE
- SESSION 2025 -

LISTE DES CANDIDATS ADMIS À CONCOURIR SOUS RÉSERVE DE
PRODUIRE LES PIÈCES JUSTIFICATIVES MANQUANTES AVANT LA
PREMIÈRE ÉPREUVE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

Voie : EXTERNE / Spécialité : SÉCURITÉ CIVILE

Nombre de candidats : 3

N°	Nom	Prénom usuel	Autres prénoms
14662	PIERROT	Kéziah	Mahine
14744	TEHEVINI	Heikaupeotiu	
14792	TEHUIFAFATUA	Vaiamo	Ariioehau



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 26/27, Page 1/5

ACTES MUNICIPAUX

Centre de gestion et de formation - Arrêté n° 2025-91 du 20 mai 2025 fixant la liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours externe de recrutement de chefs de service de police municipale de classe normale dans le cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale

Le président du Centre de gestion et de formation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que leurs établissements publics administratifs (notamment les articles 4, 31 et 40) ;

Vu le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 modifié fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° 1117 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié fixant le statut particulier du cadre d'emplois « maîtrise » ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° 408 DIPAC du 4 avril 2013 modifié fixant les matières et programme des épreuves du concours de recrutement des techniciens dans la fonction publique des communes, des groupements de communes ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° HC 391 DIRAJ/BAJC du 3 avril 2023 relatif aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens de la fonction publique des communes de la Polynésie française en faveur des candidats en situation de handicap ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° HC 20 DIRAJ/BAJC/bt du 10 janvier 2025 portant dispositions relatives aux examens professionnels et aux concours ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 5-2025 du 24 janvier 2025 approuvant le programme triennal d'organisation des concours et des examens professionnels de la fonction publique communale de 2025 à 2027 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 9-2025 du 24 janvier 2025 approuvant l'ouverture des concours de recrutement des techniciens (catégorie B), pour les spécialités « sécurité civile » et « sécurité publique » au titre de l'année 2025 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 10-2025 du 24 janvier 2025 approuvant le règlement des intervenants des concours et des examens professionnels du CGF ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 11-2025 du 24 janvier 2025 approuvant le règlement général des concours et des examens professionnels ;

Vu l'arrêté n° 2025-11 du 4 février 2025 portant ouverture au titre de l'année 2025 des concours internes et externes de recrutement des techniciens dans le cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) des spécialités « sécurité civile » et « sécurité publique » de la fonction publique communale ;

Vu l'arrêté du président du CGF n° 2025-33 du 10 avril 2025 portant nomination des membres du jury des concours externe et interne de recrutement de chefs de service de police municipale de classe normale ouverts au titre de l'année 2025 du cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale ;

Vu le procès-verbal de la réunion du jury du 20 mai 2025 établissant les listes des candidats admis à concourir aux épreuves,

Arrête :

Article 1er

Les candidats dont les noms figurent sur la liste jointe en annexe I sont admis à concourir aux épreuves du concours externe de chefs de service de police municipale de classe normale dans le cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale.

Les candidats dont les noms figurent sur la liste en annexe II sont admis sous réserve de la production des pièces justificatives requises au plus tard avant la première épreuve.

Art. 2

Les candidats sont convoqués individuellement par le Centre de gestion et de formation.

Art. 3

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès du président du Centre de gestion et de formation. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Art. 4

Le directeur général du Centre de gestion et de formation est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française dont ampliation sera transmise à toutes les communes de la Polynésie française, aux groupements de communes et à leurs établissements publics administratifs.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Le président du Centre de gestion et de formation,

René TEMEHARO-PAHUIRI

Annexe 1 - Liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours externe de recrutement de chefs de service de police municipale de classe normale dans le cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale

ANNEXE I

**CONCOURS EXTERNE DE CHEFS DE SERVICE DE POLICE
MUNICIPALE DE CLASSE NORMALE (CATÉGORIE B)
DE LA FONCTION PUBLIQUE COMMUNALE
- SESSION 2025 -**

**LISTE DES CANDIDATS ADMIS À CONCOURIR
PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE**

Voie : EXTERNE / Spécialité : SÉCURITÉ PUBLIQUE

Nombre de candidats : 58

N°	Nom	Prénom usuel	Autres prénoms
14581	AH SIN	Taumata	Vaianu
14779	ARRIGHI	Xavier	Marau
14687	BARSINAS	Pierrette	Vehinepaekua
14423	BENNETT	Avearii	Errol
14597	BORDET	Mehau	Kilian', Gabriel
14746	BOURDON	Raiora	Gilbert, Ata'iti, Edmond
14598	BREMOND	Olivier	Manohiti, Noël
14684	BRUNEAU	Axel	Gilles, Didier
14703	CALMEL	Ethan	Manutea
14777	CHANG KUI	Maui	Hitiura, Kévin
14417	DARROUZES	Eliane	Tauvahitepua
14686	DEXTER	Jason	Teiva
14472	FENUAITI	Charles	Fanaumarama
14544	HANDERSON	Ramaheiarai	Joan
14772	HAREHOE	Manumea	Hereani
14548	HARRY	Hitirau	Noémie
14653	JOHNSTON	Olivier	Heimana
14554	JOHNSTON	Tehere	Jane, Martine
14587	LENOIR	Tumoe	Vetearai, Siméon
14648	MANUTAHU	Vaiana	
14539	MARURAI	Kauai	Aristide
14663	MATUI	Mataihau	

Suite de l'annexe I fixant la liste des candidats admis à concourir au concours B externe 2025 de la spécialité sécurité publique.

N°	Nom	Prénom usuel	Autres prénoms
14773	MAU	Vahinerii	Titaina
14556	MERVIN	Ariihau	Raihei, Maud, Bernadette
14468	MOU FAT	Myriana	Lisbeth, Purutu, Sophie
14440	MOU SING	Mihimana	James
14502	NIUAITI	Matai	Fabrice, Jimmy, Wilson,
14706	RICHMOND	Heivani	Kevin, Roura
14707	ROSSI	Paolo	Robert, Tamanu
14575	RUA	Bryan	Toimatatua, Bruce
14545	SMITH	Teiti	
14651	SNOW	Honotea	Hainsley
14590	TAGI	Tetautua	Teama, Philippe
14763	TAHITO-TERAI	Henere	Mamia
14722	TAMA	Vetea	Patrick, Junior
14796	TAMUI	Tumahitia	
14457	TAUZIET	Sarah	Hereiti, Julia
14688	TEATIU	Lorie	Léonie, Tahiaavaotuhiani
14778	TEHAHE	Wallace	Timitha, Jean, Edmondo
14756	TEHEIURA	Glen	Tau, Oscar, Larry, Dave
14764	TEIHOTAATA	Heimiti	Marie-France
14660	TEINAURI	Pauterani	
14499	TEIRI	Arimoana	Mike
14787	TERE	Ariitau	Maunalikea
14514	TERIIEROOITERAI	Rahitiarii	Teuira, Raphaël
14478	TERIIHAUE	Johnny	Vetea
14776	TERIITAUMIHAU	Maraeura	Sylvestre
14673	TETIHIA	Joseph	Arimatatini
14483	TIAIHAU	Scheyenne	Maimiti
14638	TIHO	Tefau	Dave
14531	TIIHIVA	Hilda	
14766	TITE	Raihono	Germain
14709	TIXIER	Aroatea	Hoarau, Billy, Pierre
14780	TOOFA	Vaihiri	Ludovic
14458	TOOMARU	Evelyne	Taraina
14786	TUTEIRIHIA	Tehiva	Alfred
14645	URAINA	Hivanui	Yoan
14450	VAEHEANA	Okotini	Thomas

Annexe 2 - Liste des candidats admis à concourir sous réserve de produire les pièces justificatives manquantes avant la première épreuve par ordre alphabétique

ANNEXE II

**CONCOURS EXTERNE DE CHEFS DE SERVICE DE POLICE
MUNICIPALE DE CLASSE NORMALE (CATÉGORIE B)
DE LA FONCTION PUBLIQUE COMMUNALE
- SESSION 2025 -**

**LISTE DES CANDIDATS ADMIS À CONCOURIR SOUS RÉSERVE DE
PRODUIRE LES PIÈCES JUSTIFICATIVES MANQUANTES AVANT LA
PREMIÈRE ÉPREUVE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE**

Voie : EXTERNE / Spécialité : SÉCURITÉ PUBLIQUE

Nombre de candidats : 4

N°	Nom	Prénom	Autres prénoms
14511	CHEOU SHUN MAN	Stephen	Karim, Denis, Terrainui
14473	RAUFAIA	Teuira	Noel, Taneura
14493	TEMARIIPATIARE	Kesia	Ranihei
14760	TUNUTU	Léwis	Feri



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 27/27, Page 1/5

ACTES MUNICIPAUX

Centre de gestion et de formation - Arrêté n° 2025-92 du 20 mai 2025 fixant la liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours interne de recrutement de chefs de service de police municipale de classe normale dans le cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale

Le président du Centre de gestion et de formation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que leurs établissements publics administratifs (notamment les articles 4, 31 et 40) ;

Vu le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 modifié fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° 1117 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié fixant le statut particulier du cadre d'emplois « maîtrise » ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° 408 DIPAC du 4 avril 2013 modifié fixant les matières et programme des épreuves du concours de recrutement des techniciens dans la fonction publique des communes, des groupements de communes ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° HC 391 DIRAJ/BAJC du 3 avril 2023 relatif aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens de la fonction publique des communes de la Polynésie française en faveur des candidats en situation de handicap ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n° HC 20 DIRAJ/BAJC/bt du 10 janvier 2025 portant dispositions relatives aux examens professionnels et aux concours ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 5-2025 du 24 janvier 2025 approuvant le programme triennal d'organisation des concours et des examens professionnels de la fonction publique communale de 2025 à 2027 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 9-2025 du 24 janvier 2025 approuvant l'ouverture des concours de recrutement des techniciens (catégorie B), pour les spécialités « sécurité civile » et « sécurité publique » au titre de l'année 2025 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 10-2025 du 24 janvier 2025 approuvant le règlement des intervenants des concours et des examens professionnels du CGF ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 11-2025 du 24 janvier 2025 approuvant le règlement général des concours et des examens professionnels ;

Vu l'arrêté n° 2025-11 du 4 février 2025 portant ouverture au titre de l'année 2025 des concours internes et externes de recrutement des techniciens dans le cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) des spécialités « sécurité civile » et « sécurité publique » de la fonction publique communale ;

Vu l'arrêté du président du CGF n° 2025-33 du 10 avril 2025 portant nomination des membres du jury des concours externe et interne de recrutement de chefs de service de police municipale de classe normale ouverts au titre de l'année 2025 du cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale ;

Vu le procès-verbal de la réunion du jury du 20 mai 2025 établissant les listes des candidats admis à concourir aux épreuves,

Arrête :

Article 1er

Les candidats dont les noms figurent sur la liste jointe en annexe I sont admis à concourir aux épreuves du concours interne de chefs de service de police municipale de classe normale dans le cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale.

Les candidats dont les noms figurent sur la liste en annexe II sont admis sous réserve de la production des pièces justificatives requises au plus tard avant la première épreuve.

Art. 2

Les candidats sont convoqués individuellement par le Centre de gestion et de formation.

Art. 3

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès du président du Centre de gestion et de formation. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Art. 4

Le directeur général du Centre de gestion et de formation est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française dont ampliation sera transmise à toutes les communes de la Polynésie française, aux groupements de communes et à leurs établissements publics administratifs.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Le président du Centre de gestion et de formation,

René TEMEHARO-PAHUIRI

Annexe 1 - Liste des candidats admis à concourir aux épreuves du concours interne de recrutement de chefs de service de police municipale de classe normale dans le cadre d'emplois « maîtrise » (catégorie B) de la spécialité « sécurité publique » de la fonction publique communale

ANNEXE I

**CONCOURS INTERNE DE CHEFS DE SERVICE DE POLICE
MUNICIPALE DE CLASSE NORMALE (CATÉGORIE B)
DE LA FONCTION PUBLIQUE COMMUNALE
- SESSION 2025 -**

**LISTE DES CANDIDATS ADMIS À CONCOURIR
PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE**

Voie : INTERNE / Spécialité : SÉCURITÉ PUBLIQUE

Nombre de candidats : 53

N°	Nom	Prénom usuel	Autres prénoms
14588	AMARU	Gérard	
14574	APEANG	Barry	Tehaurai, Kui Sang
14431	AUKARA	Daniel	
14462	BUTSCHER	Endy	Raimana
14728	CHONG AYOU	Tunui	Christophe, Benoit
14571	DARROUZES	Roland	Tuaira
14424	DE SCHOENBURG WALDENBURG	Tenoha	Charles, Léopold
14553	DELIGNY	Joël	Maui, Hiro
14612	DROLLET	Henri	Heremoana
14734	FLORES-NENA	Hirimana	Heimana, Tanaroa
14518	HAHE	Jean-Marie	Teriitua
14534	HAMBLIN	Samuel	Ueva, Raihere
14692	HANDERSON	Johann	Teheiarai, Temauiarai, Vaiaava
14730	HAUBERT	Taraina	Françoise, Clotilde
14516	HEES	Vaiarii	Etienne, Vehiatua
14736	KALSBECK	Eric	
14714	KECK	Torea	Alfred
14498	KWONG	Marcel	Poe, Jean-Paul, Heiura
14489	LEHARTEL	Wilfred	Manu
14710	MAI	Monoihere	
14768	MANARANI	Léontine	
14562	MARE	Torea	Raymond
14517	MARUTAATA	Maurice	Hiria

Suite de l'annexe I fixant la liste des candidats admis à concourir au concours B interne 2025 de la spécialité sécurité publique.

N°	Nom	Prénom usuel	Autres prénoms
14784	MERCIER	Rai	Cyril
14480	MERVIN	Chris	Vetearii
14438	MESSERLIN	Gwladys	Marie, Vonne
14610	MIHURAA	Nuihau	Warren
14471	PANAI	Briscoe	
14602	PARKER	Poetai	Serge, Vaimato
14443	PEA	Heinere	Kevin
14637	PENI	Enrina	Miri
14752	PEROLINI	Rodney	Tehauarii
14540	PITO	Tuhaamanaroa	Haamanimani, Tauarii
14421	POHUE	Jean-Marie	Tanoa
14675	TAHITO-TERAI	Henere	Mamia
14740	TAMUI	Tumahitia	
14700	TAUOTAHA	Tamaui	Guy
14669	TEANINIURAITEMOANA	Robert	
14630	TEANO	Torea	Lannick, Karl
14799	TEFANA	John	Iripa
14658	TEIHOARII	Manutea	Tefa, Joe
14491	TEIHOTU	Erick	Moana
14652	TEKOPUNUI	Ioane	
14743	TEMARIIAUMA	Julien	Rairamanui
14615	TETAUVIRA-MAMA	Gwendoline	Vaihere
14467	TETOKA	Gilles	Matahi
14535	TOOFA	Vaihiri	Ludovic
14600	TUAIVA	Tommy	Teriitua
14537	TUMG	Damas	Tetuarerenui, Teheura
14613	TUNUTU	Maurice	Teanau
14485	VAKI	Marc	
14555	WALKER	Apaura	Charlène
14580	YEE ON	Angelo	Heinui

Annexe 2 - Liste des candidats admis à concourir sous réserve de produire les pièces justificatives manquantes avant la première épreuve par ordre alphabétique

ANNEXE II
CONCOURS INTERNE DE CHEFS DE SERVICE DE POLICE
MUNICIPALE DE CLASSE NORMALE (CATÉGORIE B)
DE LA FONCTION PUBLIQUE COMMUNALE
- SESSION 2025 -

LISTE DES CANDIDATS ADMIS À CONCOURIR SOUS RÉSERVE DE
PRODUIRE LES PIÈCES JUSTIFICATIVES MANQUANTES AVANT LA
PREMIÈRE ÉPREUVE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

Voie : INTERNE / Spécialité : SÉCURITÉ PUBLIQUE

Nombre de candidats : 3

N°	Nom	Prénom	Autres prénoms
14532	JEUNE	Pedro	Maheanuu
14594	TISSOT	Aurélya	Herrys, Marceline
14437	URARII-VAHAPATA	Vaihiarii	Hirinaki



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

- Journal authentifié

Le Journal officiel de la Polynésie française (JOPF) est publié sous forme d'un PDF officiellement authentifié. Le fichier PDF de l'édition complète est doté d'une empreinte SHA256, c'est-à-dire d'une chaîne de 64 caractères pouvant être utilisée pour s'assurer de l'authenticité de la version.

Pour connaître précisément l'empreinte numérique du document, puis la vérifier avec tout outil permettant de calculer un sha256, vous pouvez aller sur le site Lexpol et cliquer sur l'icône "i" située à côté du lien « Télécharger le fichier PDF authentifié ». Une fenêtre vous donnera l'empreinte numérique du document.

Enfin, vous pouvez retrouver les empreintes numériques des cinq derniers journaux officiels numériques JOPF ci-dessous :

- Empreinte numérique du JOPF n° 117 du 22 mai 2025 :
84e20eb204c111c29cda0333c3c6b0c3134b4564d4ef70c6fc31e7b0f982d662
- Empreinte numérique du JOPF n° 116 du 22 mai 2025 :
6563c8b720a8bef50093dcdbd16d5cb68e5ba9400649f4fd616a6ab692edce170
- Empreinte numérique du JOPF n° 115 du 21 mai 2025 :
49e99099ee7c00e35a42211918d472f52d5bc7e517acae78ee0111af458de9c0
- Empreinte numérique du JOPF n° 114 du 20 mai 2025 :
d503b572bfbdb8ca9503445398e0e057797680548f4b59835b9a566cdec059314
- Empreinte numérique du JOPF n° 113 du 19 mai 2025 :
f4f9488aab1a172b13dac8acd75a77025fe9059d9b579bd970a7a973e037e973

Le directeur de publication, Philippe MACHENAUD-JACQUIER